

Unité départementale du Rhône
69 avenue Roger Salengro
69100 Villeurbanne

Villeurbanne, le 25/06/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/06/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

POURQUERY DMP

2 Espa. Henry Vallée
69007 Lyon

Références : UDR-CTESSP-25-221-SP
Code AIOT : 0006113275

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/06/2025 dans l'établissement POURQUERY DMP implanté 93 boulevard du parc d'artillerie 69007 Lyon. L'inspection a été annoncée le 26/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente inspection a pour objet de faire un point sur les suites de l'inspection du 11 juillet 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- POURQUERY DMP
- 93 boulevard du parc d'artillerie 69007 Lyon
- Code AIOT : 0006113275
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Oui

L'établissement bénéficie d'un arrêté d'autorisation du 30 mars 2018 pour une activité de transformation des métaux non ferreux.

Les activités consistent en l'affinage des métaux non ferreux se caractérisant par les opérations suivantes :

- analyse des métaux non ferreux ;
- préparation des produits aux analyses, à la fonte et à l'affinage (broyage et oxydation thermique) ;
- fonte de métaux non ferreux ;
- affinage chimique et électrolytique de métaux non ferreux.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Air - Conformité des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 28/03/2024, article 1	Levée de mise en demeure, Demande d'action corrective	6 mois
2	Air - Conformité des points de rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 30/03/2018, article 3.2.2	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
3	Air - Odeurs	Arrêté Préfectoral du 30/03/2018, article 2.1.1	Levée de mise en demeure, Levée d'astreinte, Demande d'action corrective	3 mois
4	Modification des installations	Arrêté Préfectoral du 30/03/2018, article 1.3.1	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Incidents	Arrêté Préfectoral du 30/03/2018, article 2.5	Sans objet
6	Propreté des installations	Arrêté Préfectoral du 30/03/2018, article 8.1.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Concernant la conformité des rejets atmosphériques, **l'Inspection propose de lever le deuxième point de l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 27 décembre 2022.**

Concernant la non-conformité des points de rejets atmosphériques, l'Inspection ne propose pas, à ce stade, de sanction administrative sur ce point au regard des difficultés techniques rencontrées par l'exploitant.

Concernant les odeurs, en l'absence de plainte des riverains depuis le 25 septembre 2024, date de notification à l'exploitant de l'arrêté préfectoral d'astreinte administrative n°DPP-DREAL 2024-180 du 19 septembre 2024, l'Inspection propose de procéder à l'abrogation de l'arrêté préfectoral d'astreinte administrative n°DPP-DREAL 2024-180 du 19 septembre 2024 et de lever l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°DDPP-DREAL 2024-54 du 28 mars 2024. Par ailleurs, l'Inspection ne propose pas, à ce stade, de sanction administrative sur le deuxième point de l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 19 septembre 2024.

Concernant la non-conformité relative à la modification des installations, l'Inspection ne propose pas, à ce stade, de sanction administrative sur ce point.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Air - Conformité des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/03/2024, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Air - Conformité des rejets atmosphériques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Article 1 - Arrêté de mise en demeure du 27 décembre 2022</u></p> <p>La société Pourquery qui exploite le site de Lyon 7, est mise en demeure de respecter : [...]</p> <ul style="list-style-type: none"> - Conformément à l'article 3.2.3 de l'arrêté préfectoral du 30/03/2018, de prendre les dispositions pour rendre ses rejets gazeux conformes sous 3 mois pour les conduits de fours et 6 mois pour le lavage. Les délais courent à compter de la notification du présent arrêté.
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite du 13 février 2024, l'exploitant avait présenté à l'Inspection le rapport du 28 novembre 2023 correspondant aux analyses du 2 au 4 octobre 2023. Le rapport faisait état des dépassements de valeurs limites d'émissions (VLE) suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - rejets du dépoussiéreur (filtre à manches, fours à induction) : Cd (0,0116mg/m³ pour 0,01mg/m³), Hg (0,744mg/m³ pour 0,01mg/m³) ; - rejets filtre céramique (fours à gaz) : Hg (0,0317mg/m³ pour 0,01mg/m³) ; - rejets tour de lavage (affinage chimique) : HCl (10,4mg/m³ pour 1 mg/m³). <p>A l'issue de la visite du 13 février 2024, l'Inspection avait demandé à l'exploitant de mettre en place des mesures pour respecter les VLE sous 2 mois. Au regard des dépassements constatés des valeurs limites en mercure, un arrêté préfectoral d'astreinte administrative a été pris sur ce point, en date du 28 mars 2024, avec un sursis de 2 mois à l'exécution de cet arrêté à compter de la date de notification de celui-ci à l'exploitant.</p> <p>Lors de la visite du 11 juillet 2024, l'exploitant avait indiqué avoir procédé aux opérations suivantes depuis la visite de février 2024 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - curage de tous les conduits dits "froids" (fumées des fours électriques) et changement des cartouches de filtration du dépoussiéreur ; - arrêt de la totalité des lots dentaires depuis le mois de juin 2024 ; - mise en oeuvre d'analyses systématiques de la matière provenant de trois clients ayant été identifiés comme à l'origine d'apports de mercure dans de précédents lots ; - mise en oeuvre de procédures de suivi des tours de lavage (cf constat n°3 ci-dessous). <p>Aussi, l'exploitant avait transmis à l'Inspection, un rapport d'un organisme agréé, daté du 29 mai</p>

2024, relatif à des analyses en mercure menées le 29 avril 2024 sur les rejets atmosphériques du dépoussiéreur (conduit n°1) et du filtre céramique (conduit n°2). Les résultats de respectivement 0,00803 mg/m³ et 0.000716 mg/m³ étaient inférieurs à la valeur limite fixée à 0.01 mg/m³. L'Inspection avait toutefois constaté que l'exploitant n'avait pas fait réaliser d'analyse du paramètre cadmium.

L'exploitant avait néanmoins indiqué que l'analyse de l'ensemble des rejets atmosphériques du site serait faite fin juillet 2024 et avait fourni à l'inspection la commande et le retour de l'organisme agréé sur la date d'intervention.

En date du 27 août 2024, l'exploitant a transmis à la préfète, un courrier indiquant que la proposition d'astreinte administrative du rapport de la visite du 19 février 2024 était spécifique au mercure et que le rapport de l'inspection laissait supposer que l'astreinte était uniquement sur le mercure. Par courriel en date du 16 septembre 2024, l'Inspection a répondu concéder que la rédaction du rapport de la visite du 13 février 2024 portait à confusion comparativement à la rédaction de l'arrêté préfectoral d'astreinte n°DDPPDREAL2024-55 tel que signé par le corps préfectoral, qui lui ne distinguait plus la substance mercure dans son article 1. L'Inspection a, par conséquent, proposé à la préfète du Rhône que l'arrêté d'astreinte soit levé au regard de la transmission d'un rapport d'un organisme agréé, daté du 29 mai 2024, relatif à des analyses en mercure menées le 29 avril 2024 sur les rejets atmosphériques du dépoussiéreur (conduit n°1) et du filtre céramique (conduit n°2). Les résultats respectivement 0,00803 mg/m³ et 0.000716 mg/m³ étaient inférieurs à la valeur limite fixée à 0.01 mg/m³. L'arrêté préfectoral de mise en demeure précité restait toutefois d'actualité, l'Inspection n'ayant pas eu d'élément permettant de vérifier la conformité des rejets des autres substances.

Dans le cadre de la présente visite, l'Inspection a constaté que les résultats des analyses des rejets atmosphériques, menées les 30 juillet et 1 août 2024, concluent à l'absence de non-conformité des rejets du dépoussiéreur, du filtre céramique et de l'affinage (tour de lavage). L'Inspection a toutefois constaté que les résultats du paramètre titane n'ont pas été pris en compte dans le rapport à cause d'une contamination des échantillons causé par le matériel utilisé (canne en titane). A noter qu'un contrôle inopiné des rejets atmosphériques de ce site a été planifié en 2025 par l'Inspection. Ce contrôle permettra de notamment vérifier les rejets en titane.

Au regard des résultats en cadmium, mercure et HCl, des analyses menées les 30 juillet et 1 août 2024, l'Inspection propose de lever le deuxième point de l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 27 décembre 2022.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande : L'exploitant doit veiller à ce que les contrôles des rejets atmosphériques des installations de son site soient exhaustifs, incluant le paramètre titane.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Levée de mise en demeure, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 2 : Air - Conformité des points de rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/03/2018, article 3.2.2

Thème(s) : Risques chroniques, Air - Conformité des points de rejets atmosphériques

Prescription contrôlée :

Article 3.2.2 de l'arrêté préfectoral du 30 mars 2018

Le nombre de points de rejet est aussi limité que possible.

Les conduits associés à l'extraction sont les suivants :

[voir tableau sur AP disponible sur Georisques]

Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) sauf pour les installations de séchage où les résultats sont exprimés sur gaz humides.

Article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 19 septembre 2024 :

La société POURQUERY DMP, située 93 boulevard du Parc d'Artillerie à Lyon 7e, est mise en demeure de respecter :

- sous 3 mois, les valeurs minimales de vitesse d'éjection des rejets atmosphériques conformément aux exigences de l'article 3.2.2 de l'arrêté préfectoral du 30 mars 2018 susvisé,

[...]

Constats :

Lors de la visite du 13 février 2024, l'Inspection avait constaté que le rapport d'analyses de 2023 des rejets atmosphériques transmis par l'exploitant faisait état de non-conformités des vitesses d'éjection pour le dépoussiéreur et le filtre céramique (respectivement 11 m/s et 17,5 m/s pour des valeurs requises de 24 m/s et 20 m/s).

Lors de la visite du 11 juillet 2024 et à la demande de l'Inspection, l'exploitant avait procédé à une vérification de la hauteur du point de rejet du dépoussiéreur (conduit n°1) et avait répondu, par courrier daté du 18 juillet 2024, que la hauteur était d'environ 9 mètres.

Dans le rapport de contrôle des rejets atmosphériques du dépoussiéreur (conduit n°1) et du filtre céramique (conduit n°2), datant du 29 mai 2024 et transmis par l'exploitant, les vitesses mesurées à l'éjection par l'organisme agréé étaient de respectivement 13,5 m/s et 19,1 m/s. Les valeurs limites de 24 m/s et 20 m/s n'étaient toujours pas respectées.

Dans le cadre de la présente visite, l'exploitant a transmis à l'Inspection la justification de la réhausse du point de rejet du dépoussiéreur (conduit n°1) pour atteindre 10 mètres.

Concernant les vitesses d'éjection, l'exploitant a indiqué faire face à de grandes difficultés pour atteindre les valeurs minimales de l'arrêté préfectoral d'autorisation du site. Des études ont été menées mais les difficultés rencontrées (débit, perte de charge, efficacité des traitement) rendent la mise en conformité difficile à ce stade.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande : L'exploitant doit prendre les mesures nécessaires pour respecter les valeurs minimales de vitesse d'éjection de son arrêté préfectoral sous trois mois.

Au regard des difficultés techniques, l'Inspection ne propose pas, à ce stade, de sanction administrative sur ce point.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/03/2018, article 2.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Air - Odeurs
Prescription contrôlée : <u>Article 2.1.1 de l'arrêté préfectoral du 30 mars 2018</u> L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour : [...] - limiter les émissions de polluants dans l'environnement, [..] - prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, pour l'utilisation rationnelle de l'énergie ainsi que pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique. <u>Article 3.1.3 de l'arrêté préfectoral du 30 mars 2018</u> Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique. <u>Article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 28 mars 2024</u> La société POURQUERY DMP, située 93 boulevard du Parc de l'Artillerie à Lyon 7e, est mise en demeure de mettre en place, sous 3 mois, des mesures permettant à l'établissement de ne pas être à l'origine de gaz odorants susceptibles d'incommoder le voisinage conformément à l'article 3.1.3 de l'arrêté susvisé. Le délai part à compter de la notification du présent arrêté. <u>Article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 19 septembre 2024 :</u> La société POURQUERY DMP, située 93 boulevard du Parc d'Artillerie à Lyon 7e, est mise en demeure de respecter : [...] <ul style="list-style-type: none">• sous 4 mois, les exigences de l'article 2.1.1 de l'arrêté préfectoral du 30 mars 2018 susvisé, en mettant en oeuvre les dispositions nécessaires dans l'entretien et l'exploitation des installations de traitement des rejets atmosphériques des unités d'affinage pour prévenir en toutes circonstances, l'émission accidentelle, de substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, [...] <u>Article 1 de l'arrêté préfectoral d'astreinte administrative du 19 septembre 2024 :</u> La société POURQUERY DMP, sise sur le territoire de la commune de Lyon 7e à l'adresse suivante : 93 boulevard du Parc de l'Artillerie, est rendue redevable d'une astreinte d'un montant journalier de 100 euros (cent euros) jusqu'à satisfaction des dispositions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° : DDPP-DREAL 2024-54 du 28 mars 2024 susvisé. [...]
Constats : Suite à la visite du 13 février 2024, l'Inspection avait demandé à l'exploitant de prendre les dispositions nécessaires pour supprimer les odeurs gênant les voisins sous trois mois. Lors de la visite du 11 juillet 2024 et à partir du suivi chronologique des constats d'un plaignant situé dans le voisinage immédiat du site, débuté fin janvier 2024, l'Inspection avait questionné

l'exploitant sur de possibles anomalies constatées par l'exploitant sur son site lors de plusieurs épisodes d'odeurs et/ou fumées constatées par le voisinage du site. L'exploitant avait reconnu que les fumées jaunes observées, à trois reprises, provenaient bien de ses installations et plus particulièrement de l'unité de traitement des rejets d'affinage du site (trois tours de lavage en série). L'Inspection avait constaté sur site la cohérence de cette information avec l'emplacement de l'exutoire de l'unité en question au regard d'une photo des fumées jaunes prises par un plaignant. Cette information était aussi cohérente avec le process mis en oeuvre, susceptible d'émettre des fumées d'acide chlorhydrique et acide nitrique en cas de défaillance du traitement (tours de lavage).

Aussi, l'Inspection avait consulté les documents utilisés par l'exploitant pour suivre le fonctionnement des tours de lavage et en assurer leur maintenance. L'Inspection avait constaté :

- Les documents contenaient des incohérences/erreurs dans la dénomination des tours de lavage.
- L'exploitant ne disposait pas de plan permettant d'identifier clairement les tours de lavage ;
- Les relevés journaliers présentés par l'exploitant indiquaient, à certaines dates et avec une occurrence non acceptable, des valeurs de pH significativement inférieures aux valeurs cibles. L'Inspection avait considéré que la méthode de pilotage des tours de lavage par l'exploitant n'était pas satisfaisante ;
- L'ensemble de la maintenance des tours de lavage était réalisée par l'exploitant sans faire appel à une société spécialisée ou le constructeur de l'installation. Au regard de la complexité de l'installation et de son vieillissement, l'Inspection a considéré qu'un appui technique par une société spécialisée était nécessaire pour assurer un bon fonctionnement de cette installation ;
- La documentation d'exploitation des tours de lavage ne permettait pas de distinguer clairement les pannes d'un fonctionnement normal. Les actions menées suite à des pannes n'étaient pas non plus identifiées ;
- Un seul voyant lumineux relatif à un défaut de pompage de la tour de lavage L4, permettait à l'exploitant d'identifier un problème sur le traitement des rejets atmosphériques de l'unité d'affinage. L'Inspection avait considéré que les moyens automatisés d'identification d'anomalies et d'alerte étaient clairement insuffisants.

Au regard des éléments ci-dessus, l'Inspection avait considéré que l'exploitant ne prenait pas toutes les dispositions nécessaires dans l'entretien et l'exploitation des installations de traitement des rejets atmosphériques des unités d'affinage pour prévenir en toutes circonstances, l'émission accidentelle, de substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage.

A la date de la présente visite, l'Inspection n'a pas reçu de nouvelle plainte de riverains depuis le 25 septembre 2024, date de notification à l'exploitant de l'arrêté préfectoral d'astreinte administrative n°DPP-DREAL 2024-180 du 19 septembre 2024 relatif à la mise en place de mesures permettant à l'établissement de ne pas être à l'origine de gaz odorants susceptibles d'incommoder le voisinage.

Dans le cadre de la présente visite, l'Inspection a constaté :

- l'exploitant dispose dorénavant d'un plan permettant d'identifier les tours de lavage et points de rejets atmosphériques associés ;
- la dénomination des tours de lavage a été clarifiée et les documents de maintenance sont cohérents entre eux ;
- une mission d'expertise a été menée sur le site par une société spécialisée. Le rapport de cette mission, daté du 4 novembre 2024, identifie des mesures à mettre en œuvre. L'Inspection a toutefois constaté que cette expertise n'a pas formulé de recommandation sur la méthode de pilotage, de suivi et de maintenance des tours de lavage. L'exploitant a indiqué s'être appuyé sur l'expertise d'une seconde société, spécialisée dans la fabrication de tours de lavage, pour l'amélioration du fonctionnement des tours de lavage et de la maintenance associée. L'Inspection

<p>a constaté que ces préconisations n'ont toutefois pas été formalisées par cette seconde société ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - les travaux de modernisation des installations, qui étaient toujours en cours à la date de la présente visite, doivent permettre d'automatiser le fonctionnement des tours de lavage et d'en fiabiliser le fonctionnement. L'exploitant a précisé que la mise en service de ces automatismes était prévue au cours de l'été 2025 ; - la maintenance des tours de lavage a été modifiée depuis la dernière visite avec une maintenance quotidienne et une maintenance trimestrielle plus approfondie. L'Inspection a néanmoins constaté que la fréquence de la maintenance trimestrielle des tours L5 et L6 n'a pas été respectée depuis début 2025. L'Inspection considère que les méthodes de suivi et de maintenance des tours de lavage après les travaux de modernisation devront être mises à jour ; - une nouvelle tour de lavage a été ajoutée sur le site afin de laver les rejets atmosphériques de l'étuve mais aucune procédure de surveillance et maintenance n'est associée à cette tour.

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>En l'absence de plainte des riverains depuis le 25 septembre 2024, date de notification à l'exploitant de l'arrêté préfectoral d'astreinte administrative n°DPP-DREAL 2024-180 du 19 septembre 2024, l'Inspection propose de procéder à l'abrogation de l'arrêté préfectoral d'astreinte administrative n°DPP-DREAL 2024-180 du 19 septembre 2024 et de lever l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°DDPP-DREAL 2024-54 du 28 mars 2024.</p> <p>Demande : L'exploitant doit respecter la fréquence de surveillance et de maintenance des tours de lavage de l'affinage. Aussi, les procédures de surveillance et de maintenance de ces tours devront être mises à jour à l'issue des travaux de modernisation des installations.</p> <p>L'Inspection ne propose pas, à ce stade, de sanction administrative sur le deuxième point de l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 19 septembre 2024. L'Inspection considère en effet que les modalités de surveillance et de maintenance des tours de lavage doivent évoluer dans les prochains mois, à l'issue des travaux de modernisation des installations. L'Inspection rappelle que ces travaux doivent permettre de fiabiliser le fonctionnement des tours de lavage et en améliorer l'efficacité de traitement.</p> <p>Demande : L'exploitant doit mettre en place un plan de surveillance et maintenance de la tour de lavage de l'étuve.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Levée de mise en demeure, Levée d'astreinte, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 4 : Modification des installations

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/03/2018, article 1.3.1</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Modification des installations</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Article 1.3.1 de l'arrêté préfectoral du 30 mars 2018</u></p> <p>Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier déposé par l'exploitant le 14 juin 2017 qui a été soumis à l'enquête publique. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les</p>

réglementations autres en vigueur.

Article 1.6.1 de l'arrêté préfectoral du 30 mars 2018

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 19 septembre 2024

La société POURQUERY DMP, située 93 boulevard du Parc d'Artillerie à Lyon 7e, est mise en demeure de respecter :

- sous 15 jours, les exigences de l'article 1.3.1 de l'arrêté préfectoral du 30 mars 2018 en arrêtant les opérations non autorisées par l'arrêté préfectoral du 30 mars 2018, de types réception et traitement de déchets.

Constats :

Lors de la visite du 11 juillet 2024, l'exploitant avait indiqué avoir procédé, environ tous les trimestres, à des opérations de récupération de métaux non ferreux contenus dans des déchets, de types boues de station de traitement d'effluents aqueux et résines échangeuses d'ions. Il s'agit d'opérations de réception et traitement de déchets, opérations non autorisées par l'arrêté préfectoral du 30 mars 2018.

Par courriel du 3 juillet 2024, l'exploitant a transmis à l'Inspection un porter à connaissance relatif au réaménagement et à la modernisation des opérations d'affinage et de neutralisation. Il est aussi fait référence dans ce porter à connaissance à la volonté de l'exploitant d'ajouter les rubriques 2713 (Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de métaux ou de déchets non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets de métaux non dangereux) et 2791 (Installation de traitement de déchets non dangereux) sans que les éléments d'appréciation associés ne soient détaillés dans ce porter à connaissance.

Le porter à connaissance précité, de juillet 2024 précisait que le réaménagement et la modernisation des opérations d'affinage et de neutralisation, visait une augmentation de capacité de 50% de la capacité d'affinage par rapport aux capacités actuelles. L'Inspection avait indiqué que la condition préalable à l'étude de la demande d'autorisation d'augmentation de capacité d'affinage était la régularisation des dysfonctionnements et non-conformités relatifs au traitement des rejets atmosphériques de l'établissement. A la date de la visite du 11 juillet 2024, cette condition n'était pas vérifiée, l'Inspection avait alors conclu que la demande d'autorisation d'augmentation de capacité d'affinage ne pouvait être instruite. L'instruction du porter à connaissance précité, hors demande d'augmentation de capacité d'affinage, était menée indépendamment des suites de la visite du 11 juillet 2024.

Dans le cadre de la présente visite, l'Inspection a constaté :

- les conditions nécessaires préalables à l'augmentation de capacité d'affinage ne sont pas encore vérifiées (cf constat n°3 précédent) ;

- l'exploitant souhaite demander l'autorisation pour réaliser des opérations de réception et traitement de déchets. Demande possible d'après le rapport de la visite du 11 juillet 2024 : "L'exploitant peut toutefois demander l'autorisation en incluant les éléments d'appréciation de cette modification dans une version révisée de son porter à connaissance déposé le 3 juillet 2024.". Aucune version révisée du porter à connaissance précité n'a toutefois été transmise depuis la dernière visite. L'exploitant a indiqué que ce document est en cours de relecture et qu'il pourra être transmis dans les prochaines semaines à l'Inspection. En amont de la transmission de ce porter à connaissance révisé, l'exploitant a procédé à une télédéclaration, le 18 septembre

<p>2024, pour les rubriques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 2713 sous le régime de la déclaration ; • 2718 (transit, regroupement ou tri de déchet dangereux) sous le régime de la déclaration avec contrôle périodique ; • 2791 sous le régime de la déclaration avec contrôle périodique. <p>- une tour de lavage a été ajoutée sur le site par l'exploitant afin de laver les rejets atmosphériques de l'étuve (cf constat précédent) mais cette modification n'a pas été signalée dans un porter à connaissance. L'Inspection demande à l'exploitant d'intégrer cette modification dans une version révisée du porter à connaissance précité.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Demande : L'exploitant doit transmettre une version révisée du porter à connaissance du 3 juillet 2024 afin d'intégrer la mise en place d'une tour de lavage des rejets atmosphériques de l'étuve et formaliser sa demande d'autorisation pour réaliser des opérations de réception et traitement de déchets.</p> <p>L'Inspection ne propose pas, à ce stade, de sanction administrative sur ce point.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 5 : Incidents

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/03/2018, article 2.5</p>
<p>Thème(s) : Autre, Incidents</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.</p> <p>Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>En lien avec le constat n°3 ci-dessus, indiquant que l'exploitant avait reconnu avoir fait face depuis début 2024 à plusieurs dysfonctionnements de ses installations, l'Inspection avait constaté lors de la visite du 11 juillet 2024, que l'exploitant n'avait pas déclaré ces incidents à l'Inspection contrairement aux exigences de l'article 2.5 de l'arrêté préfectoral du 30 mars 2018.</p> <p>Dans le cadre de la présente visite, l'exploitant a communiqué à l'Inspection un rapport d'incident relatif à l'événement du 29 mars 2024. L'exploitant a indiqué, après vérification, ne pas avoir identifié d'anomalie de fonctionnement de ses installations pour les événements des 30 janvier 2024 et 26 mars 2024, mais considérer que leur origine devait être similaire à celle de</p>

l'événement du 29 mars 2024.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Propreté des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/03/2018, article 8.1.3
Thème(s) : Autre, Propreté des installations
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite du 11 juillet 2024, l'Inspection avait constaté que les locaux de fonte, d'affinage et de traitement des effluents associés, nécessitaient un nettoyage du fait d'une présence anormale de poussières et d'égouttures au sol ainsi que dans les rétentions.</p> <p>Dans le cadre de la présente visite, l'Inspection a constaté une amélioration de la propreté du site par rapport à la dernière visite.</p>
Type de suites proposées : Sans suite